

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la formation au numérique, au Kremlin-Bicêtre le 3 octobre 2016.

Je suis le seul à ne pas signer, je ne sais pas si c'est rassurant mais en tout cas, je voulais être ici au Kremlin-Bicêtre pour le lancement de cette école du numérique, cette grande école.

Je salue les ministres qui se sont dévoués pour qu'il puisse y avoir aujourd'hui cette synergie, ce rassemblement de toutes les initiatives et que l'on puisse donner un label « grande école du numérique » à une somme d'entreprises, d'associations, d'initiatives qui se sont mobilisées pour permettre à des jeunes ici présents, de pouvoir réussir leur vie et en même temps, rendre un grand service à notre économie.

Je remercie le maire, les parlementaires de nous accueillir et bien sûr l'organisme ici présent qui nous fait une démonstration de force, parce que 3 000 personnes ici se sont connectées auprès de Sophie pour savoir comment il fallait venir se former au numérique et ici, il y a tous les niveaux et toutes les capacités pour réussir. Web@cadémie a été pionnière dans son domaine et c'est grâce à ces exemples que nous avons pu avoir l'idée de la grande école du numérique. Je ne dis pas que j'ai eu cette idée, ce serait présomptueux, - même si tout remonte au Président de la République, je veux dire par-là les critiques - il n'y a donc aucune raison que je ne m'en accorde pas non plus les bienfaits.

Mais l'idée était de créer non pas une grande école comme les autres avec des classes préparatoires, avec des sélections qui reproduisent souvent les mêmes déterminismes sociaux, c'est-à-dire les mêmes catégories qui se retrouvent dans les lieux d'excellence. Il fallait que nous ayons une démultiplication de lieux et d'organismes et en même temps que nous puissions attirer des jeunes qui ont eu un parcours « heurté » comme on dit, c'est-à-dire qui sont sortis du système scolaire très tôt, cherchaient leur voie et pensaient que le numérique pouvait être pour eux et pour elles une chance de plus. De ce point de vue, la grande école du numérique est pleinement une école de la deuxième chance et d'une grande chance, mais ce qui suppose aussi un investissement personnel très important et je veux les en remercier parce qu'il ne suffit pas simplement d'être orientés et merci à Pôle Emploi, aux missions locales et à tous les organismes qui ont pu les conduire même si beaucoup se sont aussi inscrits grâce à Internet mais je remercie ces jeunes d'avoir fait l'investissement de venir - cela n'est jamais facile - et puis de s'accrocher. J'ai compris que cela commençait par un plongeon dans la piscine, ensuite une année de formation, puis une deuxième année avec de l'alternance et enfin un diplôme, un titre qui va permettre pour certains de poursuivre des études, pour d'autres, - la plupart d'ailleurs - de rentrer tout de suite dans la vie professionnelle mais pas comme avant. Quand j'ai interrogé au cours de mon parcours trop bref, ils avaient déjà eu ce qu'on appelle des emplois ou des petits boulots, beaucoup dans la restauration, beaucoup dans la vente, mais ils savaient que ces métiers-là, par ailleurs honorables, ne pouvaient pas leur permettre de complètement se consacrer à ce qu'ils pensaient pouvoir être leur destin, en l'occurrence le numérique.

Ils ont donc fait l'effort d'aller vers cette formation, de rester jusqu'au bout et ensuite de pouvoir entrer dans une entreprise pour devenir développeur, web-manager ou tout autre métier.

La Web@cademy était créée depuis 2010 et avait déjà des réussites exceptionnelles puisqu'il y avait déjà 90% des élèves qui sortaient en CDI. Donc cela nous a donné l'idée de fédérer un certain nombre d'entreprises, d'associations, d'organismes professionnels pour créer cette grande

certain nombre d'entreprises, d'associations, d'organismes professionnels pour créer cette grande école du numérique, avec toujours cet objectif de pouvoir qualifier, de pouvoir former et d'être sûr que cela va correspondre aux besoins des entreprises et même temps aux attentes des jeunes.

Nous avons donc une première ambition, elle est économique et il faut la regarder comme telle. L'ambition, c'est de pouvoir former des jeunes ou des moins jeunes d'ailleurs pour exercer les métiers de demain, voire même d'aujourd'hui. Ces métiers qui sont demandés par les entreprises et pour lesquels il n'y a pas toujours les qualifications possibles, il n'y a pas toujours les jeunes qui correspondent à ces offres d'emploi qui leur sont présentées, ou si ces jeunes existent, ils n'ont pas la qualification qui leur donne le passeport pour être sûrs d'être embauchés.

Donc nous avons fait des évaluations parce que l'administration fait toujours de très bons diagnostics. 40 000 à 50 000 emplois pourraient être créés et ne le sont pas faute d'avoir des jeunes ou des moins jeunes, qui puissent prétendre à les occuper faute de qualification.

Alors, nous avons ce retard si je puis dire à rattraper et nous devons former le plus de jeunes possibles et le plus vite possible sans pour autant donner des diplômes qui seraient de niveau qui ne correspondrait pas aux besoins. Donc nous devons former le plus et le mieux les jeunes qui aujourd'hui sont dans ce parcours chaotique que je décrivais. Alors, nous avons fait en sorte que ces jeunes puissent être accueillis dans des lieux multiples et de faire qu'ils puissent être accompagnés le mieux possible et je remercie toutes celles et tous ceux qui se consacrent à cette tâche. Qu'est-ce qu'ils vont devenir ? Développeur, je le disais, web-manager, médiateur numérique. Vous me demandez même de dire ce que je ne sais pas parce que par définition, ces métiers vont changer, vont évoluer et on les appelle comme cela aujourd'hui, on les appellera autrement demain !

Ce dont on est sûr, c'est que ces métiers vont être de plus en plus sophistiqués et en même temps, appellent des connaissances qui ne sont pas toujours dispensées dans le système scolaire et universitaire, ce qui n'empêche pas les universités, ce qui n'empêche pas le système scolaire aussi de s'adapter. Par exemple, maintenant il y a l'apprentissage du codage qui est devenu une matière obligatoire et maintenant, on a des cours de numérique qui sont également dispensés et dans les universités, il y a eu aussi l'effort de pouvoir avoir des diplômes d'ingénieurs ou de spécialistes pour les métiers du numérique, mais cela ne suffit pas. Et en plus, il y a des jeunes qui sont sortis du système scolaire et qu'il faut absolument retrouver, rattraper. Nous avons là des besoins très importants et la France, en plus, est un pays de créativité. Là aussi comme on ne le dit pas suffisamment, je le fais au nom de toutes les startups, nous avons sans doute aujourd'hui - et Axelle LEMAIRE pourrait le dire mieux que moi, - de nombreuses startups qui se créent. 1 500 qui se sont créées rien qu'à Paris, nous avons un chiffre d'affaires des startups qui a augmenté de 50%. Nous avons des entreprises innovantes qui ont trouvé des financements très importants et puis il y a les grandes entreprises du numérique qui sont là et que je veux saluer parce qu'elles sont très importantes dans la diffusion, l'utilisation du numérique et qui souvent d'ailleurs financent des start-up.

Parmi tous ces jeunes qui se forment ici, un certain nombre pourront également créer leur propre entreprise, auront ce goût-là, cette envie-là, cette possibilité. Nous avons aussi fait en sorte que l'idée de la technologie française puisse être largement diffusée. C'est ce que nous faisons dans les métropoles French Tech, c'est ce que nous faisons aussi pour qu'à l'étranger, la French Tech soit également représentée, connue et reconnue et nous faisons en sorte que les financements puissent accompagner. Mais voilà, il fallait que nous puissions former davantage et malgré les 10 000 ingénieurs diplômés chaque année, il nous faut former encore des milliers et des milliers de jeunes aux métiers du numérique.

C'est l'ambition économique, parce que sinon, la France va rater le rendez-vous. Malgré la créativité, malgré les grands groupes, malgré les start-ups, nous n'aurons pas suffisamment de personnes qualifiées pour occuper tous les emplois. Nous n'aurons pas, le potentiel suffisant - alors que nous avons plein de ressources - pour atteindre le niveau de croissance que nous voulons dans la nouvelle économie.

Après, il y a une ambition sociale. Beaucoup de ces jeunes, je l'ai dit, étaient ce qu'on appelle des décrocheurs, c'est-à-dire étaient sortis du système scolaire. La plupart n'avaient pas leur baccalauréat £ un d'entre eux m'a dit « moi, j'avais quand même le brevet » mais c'était pour eux - faute de cette qualification minimale, le baccalauréat permettant d'entrer à l'université - la vie active, la vie professionnelle se présentait à eux avec une perspective de promotion disons limitée.

Ce que nous voulions faire à travers cette grande école du numérique, c'est permettre à des jeunes de quartiers populaires, mais également à des jeunes de partout en France d'accéder à une formation. Parce que la grande école du numérique a un rayonnement, parce qu'elle est installée sur les territoires et parce que nous pouvons - et il y aura un nouvel appel à projets - mobiliser de nouveaux organismes qui sont partout en France et qui pourront accueillir des jeunes. Donc nous voulions que ces décrocheurs, que ces jeunes qui ne disposaient pas d'une qualification suffisante pour être pleinement dans la réussite professionnelle, puissent entrer dans cette grande école. Ils sont dans une grande école et il y a 170 formations qui ont été labellisées dans toute la France. Donc cela veut dire 170 lieux et il y a 4 000 personnes qui sont inscrites dans le réseau de la grande école. 80% des inscrits, on peut le constater, ont moins de 30 ans £ 34% sont des femmes £ 40% ont un niveau de qualification, je l'ai dit, au niveau de toute la France inférieur au bac £ 70% étaient des demandeurs d'emploi. Voilà l'ambition sociale : pouvoir former des chômeurs, pouvoir donner une mixité dans les emplois, pouvoir donner à des jeunes un atout supplémentaire et faire en sorte qu'ils puissent avoir une qualification la plus élevée possible.

Ce que nous allons faire, c'est au-delà de ces 4 000 personnes £ nous allons essayer d'atteindre l'objectif, d'ici fin 2017, d'en avoir 10 000 : 6 000 de plus. C'est le sens de ce que nous avons fait aujourd'hui devant vous, de ce qui a été signé, pour qu'il y ait une structure - ce qu'on appelle dans le jargon un GIP - qui puisse donner un label à d'autres organismes que ceux qui existent aujourd'hui et pouvoir accueillir davantage d'élèves, je devrais dire, d'étudiants.

Alors pour y parvenir, il faut une mobilisation de tous les acteurs et vous avez constaté qu'en France, il y a beaucoup d'acteurs, énormément d'acteurs. Le rôle des pouvoirs publics est de les mettre tous ensemble ce n'est pas toujours facile -, de mettre d'ailleurs tous ensemble le pays £ ce n'est jamais facile et on essaye souvent de nous diviser, il faut donc être autant que possible un bloc. C'est ce qui s'est produit ici.

D'abord, il y a la responsabilité de l'Etat, qui a pris l'initiative et qui doit réfléchir aux enjeux du futur. C'est l'idée que j'ai eue de cette grande école du numérique à la fin de l'année 2014, mais qui ne pouvait pas se traduire simplement par une déclaration du Président de la République ou une décision de l'Etat, même si nous pouvions y mettre des moyens. Et les ministères, je les en remercie, Éducation nationale, Emploi, Travail, Formation professionnelle, Jeunesse et Politique de la ville, - parce qu'il y a beaucoup de jeunes qui viennent des quartiers prioritaires - et bien sûr, au titre de l'économie numérique, Axelle LEMAIRE - qui j'ai remarqué, est la plus populaire ici, il faut donc mieux la citer deux fois d'avoir cette mobilisation de l'Etat, cela veut dire ici de toutes les administrations.

Mais là encore, cela ne pouvait pas suffire. Il nous fallait le concours des régions et je remercie François BONNEAU, qui représente toutes les régions qui se sont elles-mêmes mises ensemble. Cela n'était pas facile, mais elles se sont mises ensemble et ont été dotées de moyens supplémentaires sur le plan financier. Comme elles ne nous ont pas encore fait tous les remerciements qui conviennent, je vais le faire à leur place. L'Etat a permis aux régions d'être pleinement mobilisées, notamment sur cette question de la formation des demandeurs d'emploi et de la formation professionnelle en général et notamment des jeunes. Je remercie vraiment les régions, toutes de sensibilités confondues, qui ont fait en sorte de pouvoir inscrire dans leur programme de formation les organismes de la grande école du numérique.

Ensuite, il y a des entreprises qui sont les premières concernées par la transition numérique et qui avaient tout intérêt à être dans cette aventure £ mais il peut y avoir des situations où les entreprises, même quand elles y ont intérêt, ne le font pas. C'est d'ailleurs curieux, mais il y a

aussi des entreprises qui sont pionnières et qui se disent « non seulement nous allons pouvoir répondre à un besoin social, non seulement nous allons pouvoir utiliser les crédits de la formation professionnelle, mais nous allons pouvoir en plus nous rendre service à nous-mêmes puisqu'on va pouvoir disposer d'un vivier beaucoup plus important » et je remercie ces entreprises -elles ont été citées, CAPGEMINI, GOOGLE, LA SOCIETE GENERALE, LA CAISSE DES DEPOTS et des syndicats professionnels qui les rassemblent, le SYNTEC numérique et le Syndicat des TPE et PME du numérique- d'être venues, parce que sans les entreprises, ce n'est pas possible. La meilleure preuve, c'est que lorsque j'ai interrogé les jeunes qui sont en deuxième année, je leur ai dit : « est-ce que vous avez une entreprise qui vous accompagne parce que vous êtes en alternance ? », cela veut dire un contrat de professionnalisation ou un apprentissage, cela peut aussi arriver, mais en l'occurrence c'était le contrat de professionnalisation. Il est très important d'avoir une entreprise. S'il n'y a pas d'entreprises, il ne peut pas y avoir de formation diplômante en deuxième année. Donc ces entreprises ont fait l'accompagnement et beaucoup d'entreprises vont faire aussi les recrutements, ce qui est une chance pour les jeunes.

Enfin, il y a les acteurs de l'orientation, de l'emploi, de la formation professionnelle et là aussi, il y a un certain nombre de jeunes et je leur ai demandé : « comment vous êtes venus là ? », il y en a un qui m'a dit « par Pôle emploi », un autre « par les missions locales », un troisième « par les EPIDE », donc par des organismes qui orientent les jeunes demandeurs d'emploi. Je veux les en remercier. D'autres sont venus par leur propre initiative, mais qui étaient souvent inscrits à Pôle Emploi. Je remercie donc Pôle Emploi, je remercie les missions locales, les OPCA. Les OPCA, qu'est-ce que cela veut dire ? Ce sont les organismes de formation professionnelle des branches concernées, qui permettent là aussi d'orienter et d'accompagner les jeunes dans leur parcours de formation professionnelle.

La certification est indispensable parce qu'il faut que ces jeunes puissent se dire, comme à la sortie d'une grande école : je suis diplômé de la grande école et j'ai donc un titre qui peut être reconnu sur le plan des conventions collectives, sur le plan donc de la rémunération et qui peut être reconnu sur le plan universitaire. Je salue vraiment les universités françaises qui se sont également mobilisées et qui vont pouvoir accueillir, c'est vrai, un certain nombre de ces jeunes dans des programmes pouvant aller, comme il a été dit, jusqu'au doctorat.

Alors on a créé une structure pour former cette grande école et son président, Stéphane DISTINGUIN, était là, devant vous. C'est lui qui a eu l'idée avec moi, il est donc normal que ce soit aussi lui qui assure, avec cette structure - non pas une administration, on ne va pas créer cela - mais justement l'animation du réseau de la grande école et la labellisation. Parce qu'il faut que les formations soient de très grande qualité, pour que l'on soit sûr que pour un jeune, s'inscrire dans cette grande école, c'est l'assurance d'être au meilleur niveau possible.

Voilà une leçon que je veux tirer : il y a des fois où l'on a une idée qui peut être bonne, qui peut être mauvaise et qui met un temps très long avant de se traduire. La grande école du numérique a été énoncée comme objectif au début de l'année 2015 et on est, disons, à la fin de l'année 2016. En deux ans, on a réussi à créer cette grande école et elle ne part pas de rien puisqu'il y avait déjà toutes ces structures de formation. On voit qu'elle a un objectif, 10 000, peut-être davantage au-delà de 2017. Des jeunes, qui ignoraient tout de l'existence de cette grande école, vont aujourd'hui avoir un diplôme, vont avoir un parcours, vont avoir une expérience et vont avoir une qualification. Parfois, on se demande à quoi sert l'engagement public et ici - il y a beaucoup d'élus - en quoi finalement la mission qui nous a été confiée a pu être utile. Je peux vous dire en vous voyant, vous les jeunes, et en saluant aussi tous ceux qui vous encadrent, qui vous accompagnent, rien que pour cette grande école, que cela valait la peine d'être Président de la République !

Merci !